

Les femmes trans

Par Support Transgenre Strasbourg

Quand on est transgenre, on n'échappe en aucun cas aux discriminations et oppressions misogynes, sexistes et hétéropatriarcales. On a même à les subir cumulées et multipliées.

Par conséquent, les luttes transgenre sont des luttes féministes et les luttes féministes sont des luttes transgenre. Notre solidarité doit être totale.



Nouvelles violences faites aux femmes

Par La Lune

Nous parlons souvent des violences faites aux femmes telles que, viols, traite des blanches, non accès à l'éducation, mariages forcés, esclavagisme et tant d'autres, mais n'oublions pas **les nouvelles violences faites aux femmes.**

Lors de chaque crise, lorsque l'on veut nous renvoyer dans nos foyers, nous faire taire, on invente de nouveaux progrès. Les couches de bébé, lavables, bien sûr au nom de l'écologie, mais cela incombera aux femmes. L'allaitement tardif des enfants, bien entendu, encore les femmes...

La culpabilité de plus en plus pesante des femmes face à une société qui les rend uniques responsables de l'éducation de leurs enfants, des échecs scolaires, de la désocialisation des jeunes, des violences en banlieues, des divorces, de l'éclatement de la famille etc. **Le retour au foyer, récurrent, est présenté aux femmes comme une solution.**

La maternité, présentée et vendue à nouveau comme le destin de toute femme et source de son épanouissement, devient vite un piège pour des femmes, de plus en plus jeunes, parfois appâtées par les allocations.

La précarisation des foyers monoparentaux composés à 90% par des femmes, la coupure professionnelle pour l'éducation des enfants concerne majoritairement de femmes, les emplois à temps partiel, pour permettre aux femmes de *s'occuper de leur foyer*, avec une réduction de ses ressources qui touchera également sa retraite, la politique de l'enfant roi rend esclave la mère, les méthodes de contraception qui touchent une très grande partie des femmes, consistent essentiellement à les gaver d'hormones : 70% des avortements sont pratiqués sur des femmes qui prennent la pillule, cette méthode ne convient absolument pas à toutes, ce mode de contraception est imposé par les laboratoires

pharmaceutiques, tout cela avec la complicité des gynécologues qui *oublie* trop souvent toutes les autres possibilités. Le progrès n'a pas libéré les femmes de la violence, de la discrimination, de la misère, ce sont juste les méthodes qui changent.

On a fait croire aux esclaves qu'elles étaient libres et beaucoup d'entre elles l'ont cru, d'où la chute de la militance féministe, le grignotage de nos droits les plus fondamentaux et l'augmentation des extrémismes sexistes.

La première violence faite aux femmes, c'est le fait de nous arracher nos droits, toutes les autres violences viennent de là. Sans nos droits, il y aura toujours des abrutis de toute sorte qui se prendront le droit de nous écraser.

la lune
association de femmes homosexuelles de Strasbourg
lalune67.fr

8 mars 2010 Journée des femmes : 100 ans de luttes Nos corps nous appartiennent !

Par Over The Rainbow

Le 8 mars n'est pas la journée de LA Femme.

Il ne s'agit pas de permettre aux marchands de rêves, de désirs, de rose bonbon de faire le pont entre la Saint-Valentin et la fête des mères.

Face à une politique et à une commercialisation de LA Femme, (basées sur le féminin, voire le *femelle*), nous vendant une journée annuelle de «congrès» de tâches ménagères (Messieurs et enfants, prenez le torchon !), **redonnons son titre à cette journée.**

Le 8 mars n'est pas la journée de LA Femme, **c'est une journée de lutte**

revendiquée par des femmes pour les droits des femmes !

Il y a 100 ans lors d'un congrès de l'Internationale socialiste, Clara Zetkin propose d'organiser chaque année **«une journée universelle, féminine, de lutte pour les droits de la femme, et pour la paix».**

Institutionnalisée et officialisée par les Nations Unies en 1975, cette journée perd alors son caractère militant et devient une «Journée de La Femme». La France fait de même en 1982.

Mais une journée ne suffit pas alors que les femmes se battent depuis 100 ans,

et ce toute l'année. Il y a 40 ans, le MLF déclarait «Libération des femmes : année 0», qu'en est-il aujourd'hui de tous les droits acquis par ces militantes ? Droit à l'avortement, réappropriation de notre image et de nos corps, tentative de mise à mal du patriarcat et de l'hétéro-centrisme...

LE COMBAT EST LOIN
D'ETRE TERMINE !



Nouvelles lois contre les violences faites aux femmes

Par Support Transgenre Strasbourg

Le gouvernement cherche actuellement à faire adopter une nouvelle loi contre les violences faites aux femmes. Un progrès ?

Plutôt de la **politique-spectacle et de la régression sécuritaire en perspective** : mesures répressives et contrôle

social à tout va, mesures préventives et éducatives au placard, victimisation accrue des femmes au lieu de permettre leur émancipation...

Ce n'est pas comme ça que nous irons vers la libération des femmes, au contraire. **Surtout si ce gouvernement**

«oublie» au passage les violences qu'il impose lui-même aux femmes au quotidien : inégalités en droits inchangées, attaques frontales contre les acquis de nos luttes passées (IVG, contraception), soutien à des mouvements politiques ouvertement sexistes et réactionnaires...

Ne pas jeter sur la voie publique

Journée des femmes, journée des choix !

Par *Les Poupées en pantalon*

Ne nous leurrions pas, l'avortement n'est pas une pratique récente et nos sorcières d'ancêtres, ces femmes stigmatisées et brûlées pour avoir aidé d'autres femmes, pourraient en dire long !

En France, les premières actions importantes vont de pair avec la création de l'association «Maternité heureuse» en 1956 : réflexions autour de la contraception dans le couple, possibilités d'aller avorter à l'étranger...

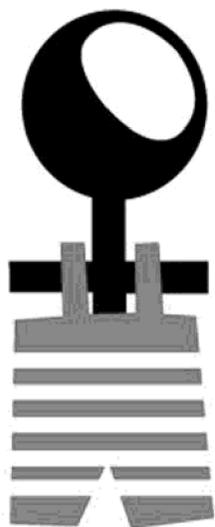
Les luttes arrachent une première victoire en décembre 1967, grâce au député Lucien Neuwirth, qui propose une loi dépénalisant la contraception.

En 1971, les femmes donnent une nouvelle visibilité à leur lutte : le manifeste des «343 salopes» est publié dans *Le Nouvel Observateur*, dans lequel les signataires clament sans tabou avoir avorté et une grande manifestation a lieu à Paris où les pavés sont foulés par plus de trois mille femmes.

En 1975, Simone Veil, alors ministre de la Santé, propose une loi légalisant l'IVG (Interruption Volontaire de Grossesse).

Rédigée avec quatre femmes juristes, la loi accorde la décision définitive d'avorter ou non aux femmes.

Ces acquis des luttes sont aujourd'hui menacés de toutes parts.



lespoupeesenpantalon.fr

En mars 2009, une manifestation anti-avortement a eu lieu en Espagne qui a réuni près de 500 000 personnes, à grands renforts de slogans tels que «Il n'existe pas de droit de tuer, il existe un droit de vivre».

De même, nous assistons à l'apparition d'un activisme anti-avortement avec la constitution d'associations «pro-vie», fondées

sur des discours religieux catholiques intégristes.

Ce qui se joue à une échelle individuelle se joue aussi à l'échelle politique.

En France, le gouvernement avait pour projet de supprimer une partie des subventions qu'il alloue aux plannings familiaux, pour, à terme, les supprimer.

Les mobilisations interprofessionnelles et les nombreuses pétitions en ligne ont toutefois permis d'obtenir un rétablissement des crédits de l'Etat sur au moins trois ans.

«Garantie» fort ironique au vu de la mission de service public en matière d'éducation à la sexualité qui incombe à l'Etat depuis plus de cinquante ans ! En parallèle, la réforme Bachelot des hôpitaux, basée sur une culture du résultat, est une promesse de la disparition des services pratiquant l'IVG.

L'accès à l'IVG est entravé et stigmatisé.

L'Etat capitalo-patriarcal prend insidieusement position dans le débat «pro-choix», «pro-vie». Foulons les rues pour faire entendre nos voix ; prenons le droit au choix.

Forcément féministes...

Par *TaPaGeS*

Les rapports patriarcaux se nichent là où on les attend le moins. Dans nos groupes «militants», par exemple. Il n'y a qu'à voir le peu d'intérêt et de solidarité de beaucoup de pédés, même «politisés», pour les questions «de femmes» ou pour le vécu de leurs sœurs gouines pour s'en persuader. Pourtant, **pédés, femmes, (doublement les gouines !), trans et intersexes, subissent de plein fouet l'oppression patriarcale, même si celle-ci ne prend pas la même forme pour les unEs et pour les autres.**

Le patriarcat nous contraint à jouer un rôle : **les hommes doivent dominer des femmes soumises.** Le système hétéropatriarcal ne peut fonctionner qu'à cette condition et élimine férocement ses déviants.

C'est ce qu'avaient compris les pédés dans les années 70,

quand ils ont mis leur tout jeune mouvement d'émancipation sur les rails de celui des femmes, des noirs, des peuples colonisés et des exploités : ils savaient que **toute lutte de libération ne pouvait être que féministe, antiraciste, anticolonialiste et anticapitaliste.**

Mais, en 2010, le patriarcat se porte (toujours) très bien, merci. Il a su allumer des contre-feux, diffuser des écrans de fumée et mener sa contre-révolution. **Il a su recruter des alliés dans les rangs même de ceux et celles qu'il opprime.** Classique. Notamment chez ces pédés «présentables», riches, blancs, bien portants, érigés en modèles *hype* par une presse communautaire consumériste, qui ne jettent pas un œil sur ce qui pourrait entraver leur course au plaisir. Ou ces gouines glamourisées, inoffensives, enfin à la mode, fières d'être minces et jeunes,

consommatrices avisées, qui pensent que «tout est gagné» puisqu'il y a *The L Word* et lèvent un sourcil dédaigneux sur celles qui, au mépris du bon goût le plus élémentaire, s'entêtent, revêches, dans un rapport de force contre leurs oppresseurEs.

A TaPaGeS, nous pensons que seul un mouvement LGBTI féministe est acceptable et viable et que nos luttes ne peuvent s'enraciner que dans ce terreau farouchement égalitaire et antipatriarcal.

Collectivement, ici et maintenant, nous voulons œuvrer dans le sens de sa construction.



Violences faites aux trans

Par *Support Transgenre Strasbourg*

Femmes transgenre, nous cumulons les violences : violences transphobes d'une part, **dont en tout premier lieu celles imposées par l'État français** à toutes les personnes transidentitaires (pathologisation, privation

de quasi tous droits humains, civiques et sociaux, stérilisations forcées...), et d'autre part, nous subissons également **les violences que ce système politique sexiste et hétéropatriarcal impose à toutes les femmes.**

Nous sommes donc solidaires de toutes les femmes en lutte.



sts67.org